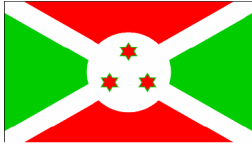


REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE KAYOKWE



PROVINCE MWARO

Mwaro, septembre 2006

TABLE DE MATIERE

Pages

ABREVIATIONS

PREFACE

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE	2
1.1. Situation géographique	2
1.2. Organisation Administrative	2
1.3. Climat	4
1.4. Relief et hydrographie	4
1.5. Flore et faune	4
1.6. Géologie	4
1.7. Les sols	4
CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....	5
2.1. Répartition de la population et densité	5
CHAPITRE III : AGRICULTURE	7
3.1. Système cultural	7
3.2. Situation actuelle des cultures	8
3.3. Facteurs de production	14
3.4. Intervenants	16
3.5. Contraintes et potentialités	17
CHAPITRE IV : ELEVAGE	18
4.1. Cheptel de la commune	18
4.2. Intervenants	21
4.3. Contraintes et potentialités	21
CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE	22
5.1. Pisciculture	22
5.2. Intervenants	22
5.2. Contraintes	22

CHAPITRE VI : FORETS	23
6.1. Les boisements artificiels	23
6.2. Déboisement	23
6.3. Production des plants forestiers et agro-forestiers	24
6.4. Productions forestières.....	24
6.5. Intervenants	24
6.6. Contraintes	25
CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT	26
7.1. Industrie.....	26
7.2. Artisanat	26
7.3. Intervenants	27
7.4. Contraintes	28
CHAPITRE VIII : ENERGIE.....	29
8.1. Energie électrique	29
8.2. Les hydrocarbures	30
8.3. Les combustibles ligneux	30
8.4. Les intervenants	31
8.4. Contraintes et potentialités	31
CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES	32
9.1. Commerce	32
9.2. Transport et communication	34
9.3. Les services	36
9.4. Intervenants	37
9.5. Contraintes	37
CHAPITRE X : ACTION SOCIALE	38
10.1. Action sociale	38
10.2. Habitat	40
10.3. Intervenants.....	43
10.3. Contraintes	43
CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU	44
11.1. Données épidémiologiques	44
11.2. Médecine préventive (données sur la vaccination)	44
11.3. La prévention contre le VIH/SIDA	45
11.4. La médecine traditionnelle	45

11.5. Situation des infrastructures sanitaires	46
11.6. Ressources humaines	48
11.7. Approvisionnement en eau	48
11.8. Les intervenants	51
11.9. Contraintes et potentialités	52
CHAPITRE XII : EDUCATION	53
12.1. Enseignement formel	53
12.2. Enseignement informel	56
12.3. Intervenants	57
12.4. Principales contraintes	57
CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT	58
13.1. Encadrement des jeunes.....	58
13.2. Sport	58
13.3. Culture	58
13.4. Intervenants	59
13.5. Contraintes	59
CHAPITRE XIV : JUSTICE	60
14.1. Services judiciaires	60
14.2. Justice gracieuse	60
14.3. Contraintes.....	60
CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	61
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	67
BIBLIOGRAPHIE	69
ANNEXES	70

ABREVIATION

ABEC	: Association Burundaise des exportateurs de café
ACCOPE	: Association des Centres Communautaires de Pêche du Burundi
ASNS	: Appui au Service Non Structuré
BTC	: Burundi Tobacco Company
BAD	: Banque Africaine de Développement
BNDE	: Banque Nationale de Développement Economique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
COTEBU	: Complexe Textile du Burundi
CPA	: Centre de Production Artisanale
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio-Professionnelle
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants Soleil
COFIDE	: Compagnie de Financement et de Développement
CECM	: Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
COPEL	: Conseil pour l'Education et le Développement
CAFOB	: Collectif des Associations Féminines et ONG du Burundi
COOPECS	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
DAP	: Diamonium Phosphate
DAPA	: Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DPAE	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
DLM	: Divisionnal Leaf Manager
ENPS	: Ecole Normale Supérieur Paramédical
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FPHU	: Fonds pour la Promotion de l'Habitat Urbain
GLT	: Green Leaf Threshing
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
IEC	: Information Education Communication
MPDR	: Ministère de lal Planification du Développement et de la Reconstruction
	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée

ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OCIBU	: Office de Café du Burundi
OTB	: Office du Thé du Burundi
OPJ	: Officier de la Police Judiciaire
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des capacités des Communautés
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PAK	: Promotion Artisanale Kayanza
RDC	: République Démocratique du Congo
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficiente Acquis
SODECO	: Société de Déparchage et de Conditionnement du Café
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisations
TS	: Thé Sec
USAID	: United States of America for International Development
UNICEF	: United Nations International for Children Education Funds
UCODE	: Union Coopérative pour le Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.


Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain,...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Kayokwe a une superficie de 118,68 km², ce qui représente 14,13% de la superficie de la province Mwaro et 0,43% de celle du pays.

Elle abrite le chef-lieu Mwaro de la province, également chef-lieu de la zone Mwaro. Le chef-lieu de la commune est Kayokwe situé à l'Est à 9km du chef-lieu de la province.

Elle est limitée :

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

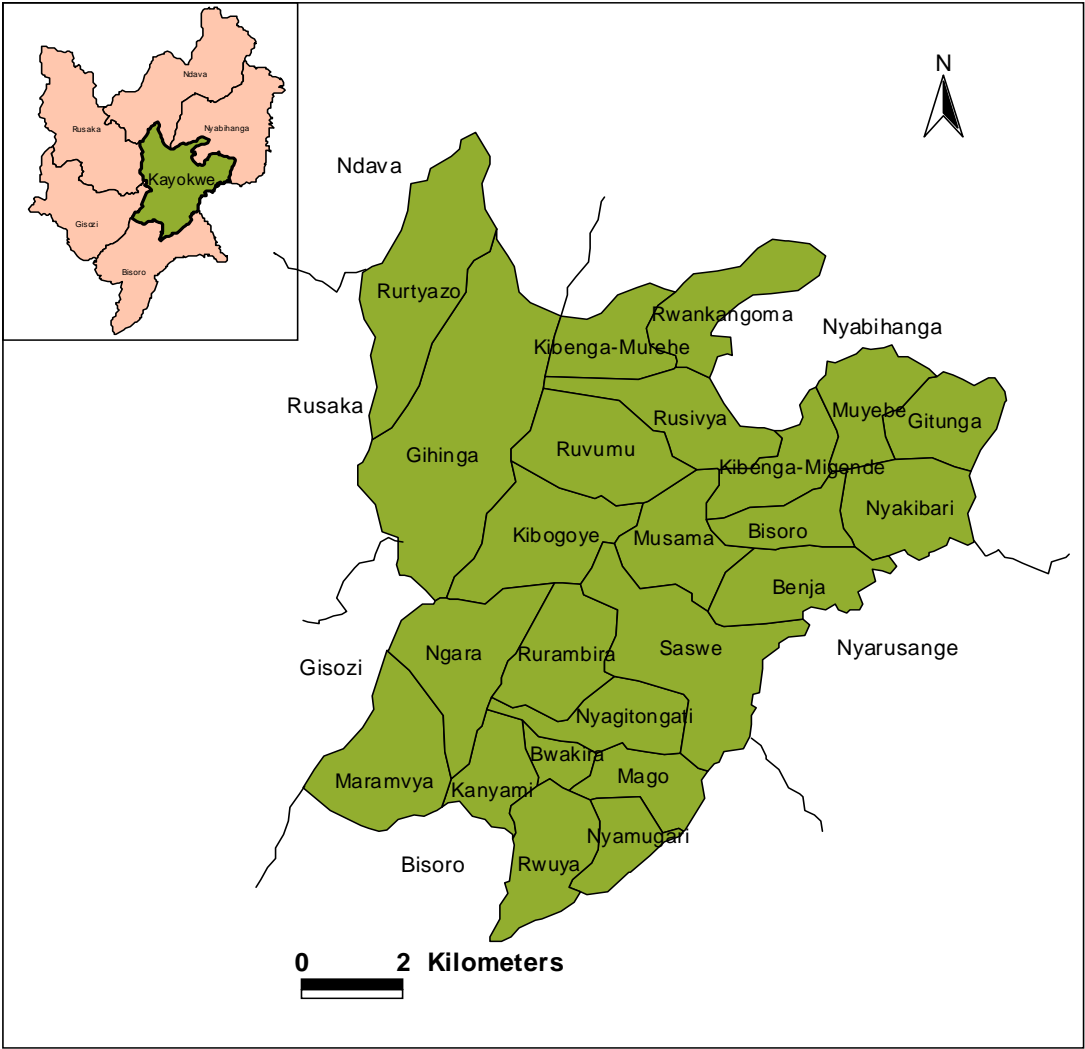
La commune est subdivisée en 4 zones et 24 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Zones	Collines de recensement
1. Gatwe	1. Bwakira
	2. Kanyami
	3. Mago
	4. Nyagitongati
	5. Nyamugari
	6. Rwuya
2. Kayokwe	7. Benja
	8. Kibogoye
	9. Musama
	10. Ruramba
	11. Rusivya
	12. Ruvumu
	13. Saswe
3. Muyebe	14. Bisoro
	15. Gitunga
	16. Kibe,nga-Migende
	17. Kibenga-Murehe
	18. Muyebe
	19. Nyakibari
	20. Rwankangoma
4. Mwaro	21. Gihinga
	22. Maramvya
	23. Ngara
	24. Rurtyazo
Total :	4 24

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/
IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n° 1 : Carte de découpage administratif de la commune



1.3. CLIMAT

La commune Kayokwe s'étend sur deux régions naturelles : Mugamba et Kirimiro. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » dans la partie des hauts plateaux. Il est rude dans le Mugamba et plus doux dans le Kirimiro. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1.200 à 2000mm avec une température moyenne annuelle de 14°C-20°C.

1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE.

Le relief de la commune est accidenté. Il est caractérisé par un massif montagneux avec une altitude variant entre 1500 et 2000m avec des pentes relativement fortes.

Le réseau hydrographique important avec comme rivières Kayokwe, Waga et Ruvyironza ruisseaux.

1.5. FLORE ET FAUNE.

La végétation constituée par la savane avec un faible taux de couverture forestière.

La faune dans la commune Kayokwe est moins riche d'une manière générale. Elle est essentiellement constituée des oiseaux, rongeurs, reptiles et quelques gazelles en voie de disparition suite à la menace des activités agricoles.

1.6. GEOLOGIE

Les caractéristiques géologiques de la commune Kayokwe sont identiques à celle de la province. Les formations géologiques de la commune Kayokwe sont constituées de Quaternaire et du Burundien moyen. Ces formations sont composées respectivement des alluvions de fonds de vallées et des cuirasses et sols latéritiques, de formations de type Ngozi, Ruganza et Rukago.

Les données sur les minerais dans le sous sol de la commune n'existent pas. La prospection géochimique réalisée de 1977-1984 par la DGGM et le PNUD a révélé l'existence de certain minerais dans le sous sol de la province Mwaro. Cependant, les informations sur la localisation de ces minerais n'ont pas été fournies par la DGGM.

1.7. LES SOLS

La nature et la qualité des sols de la commune Kayokwe diffèrent d'une région naturelle à une autre.

Dans le Mugamba, les sols sont en grande partie sablonneux, acides et peu fertiles. Par contre les sols de la partie du Kirimiro sont argileux et relativement fertiles.

CHAPITRE II: DEMOGRAPHIE

La commune Kayokwe couvrant une superficie de 118,68 km², regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 36.657 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population. Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

2.1. Répartition de la Population et densité

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différents intensités d'occupation.

La population de la commune Kayokwe est estimée à 43240 habitants en 2005, soit 17,46% de la population de la province Mwaro et 0,57% de celle du pays. La densité est de 364 hab/km². La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 65% de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 Population par tranches d'âges et par sexe en 2005

Groupes D'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	3966	3876	7842
5-9	3499	3593	7092
10-14	2533	2667	5200
15-19	2042	2326	4368
20-24	1439	1865	3304
25-29	1195	1734	2929
30-34	1169	1557	2726
35-39	958	1169	2127
40-44	641	868	1509
45-49	471	685	1156
50-54	510	729	1239
55-59	391	478	869
60-64	388	476	864
65-69	252	282	534
70-74	250	315	565
75-79	131	198	329
80 +	271	316	587

Total	20106	23134	43240
--------------	--------------	--------------	--------------

Source :MNINTER/DPP/Avril2006

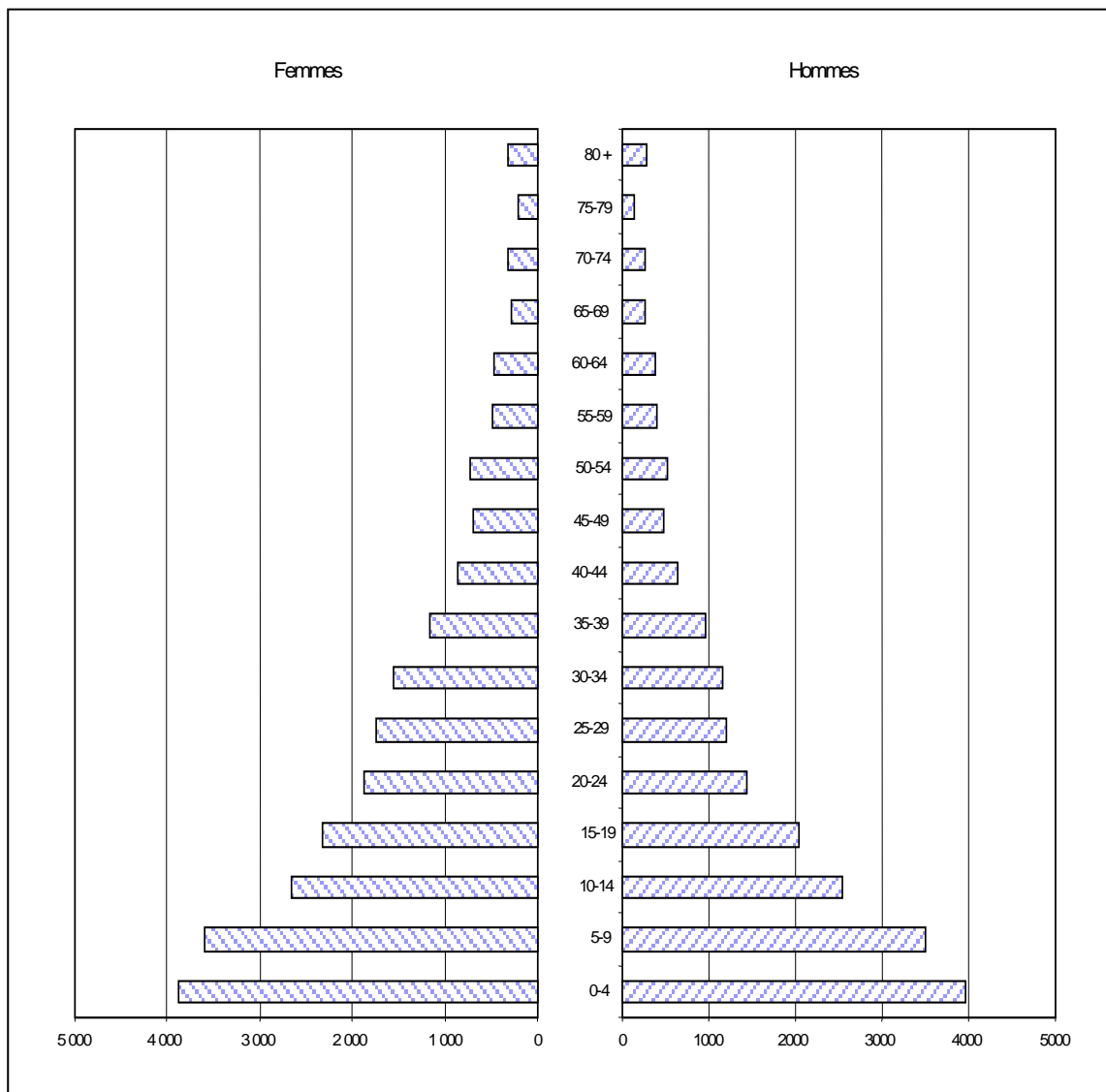
Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 46157 habitants, soit une augmentation de 2917 personnes (6,75%) par rapport à 2005.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune Kayokwe

Année \ Communes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Kayokwe	42138	42690	43240	43816	44390	44971	45560	46157
Total province	241295	244456	247589	250904	254189	257519	260893	264311

Source : MININTER/DPP

Figure n° 1 : Pyramide des âges de la population de la commune Kayokwe en 2005



CHAPITRE III : AGRICULTURE

L'agriculture dans la commune Kayokwe constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie descende à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 40 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

3.1. SYSTEME CULTURAL

Le système cultural dans la province est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à décembre. La seconde, « Urushana » correspond à la grande saison des pluies et va de janvier à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin septembre les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpe, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Ensuite les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs ; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre deux ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de janvier, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois éleusine. Les récoltes se terminent en juin, juste avant la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

Les cultures cultivées dans la province sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Kayokwe sont : la banane, le haricot le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le maïs.

D'autres cultures comme la colocase, l'éleusine, le petit pois, le soja, le pois cajan, l'arachide, le sorgho et le blé sont cultivées à faible échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel avec une prédominance de cultures en association.

Le tableau 3.1 et le graphique n°1 indiquent l'évolution des productions moyennes des cultures vivrières.

3.2.1.1. Bananier

Le bananier est planté simplement par bouturage en octobre-novembre et l'entretien se fait en fin de grande saison sèche. La récolte a lieu toute l'année, mais diminue en morte saison et en début de la petite saison des pluies. Cette plante joue un rôle très important car elle produit, outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « urwarwa » très prisée dans la commune. Sa production moyenne est estimée à 21172 tonnes, soit 50% des productions vivrières de la commune. Le bananier est la première culture vivrière de par sa production dans la commune

3.2.1.2. Patate douce

La patate douce se cultive sur toute l'étendue de la province d'octobre à avril et la récolte s'étale de février à août. Dans les marais, les plantations se font en juin-juillet pour une récolte en octobre-novembre, au moment de la soudure.

Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 12.999 tonnes, soit 31% de la production vivrière de la commune et vient en deuxième position.

3.2.1.3. Pomme de terre

La pomme de terre est également l'un des aliments de base de la population. Elle constitue aussi de revenus substantiels aux paysans. Sa production moyenne est estimée à 3.047 tonnes, soit 7% des vivriers de la commune. Elle vient en troisième position des cultures vivrières de la commune.

3.2.1.4. Manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes après deux ans se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis ou cuits sous cendre et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

Sa production moyenne est évaluée à 2.214 tonnes, soit 7% de la production moyenne totale de la commune. Le manioc occupe la quatrième place des vivriers de la commune.

3.2.1.5. Maïs

Le maïs est toujours cultivé en association avec le haricot. Sa production moyenne est évaluée à 1.575 tonnes, soit 4% de la production moyenne totale de la commune. Le maïs occupe la cinquième place des cultures vivrières de la commune. Il est l'un des aliments de base de la population de cette commune.

3.2.1.6. Haricot

Le haricot est cultivé deux à trois fois par an dans toute la commune, en petites et grandes saisons des pluies, puis au cours de la morte saison en marais pour assurer la soudure en octobre. Sa production moyenne est estimée à 1286 tonnes dans la commune. Le haricot est presque toujours semé sous le maïs et cultivé dans les marais.

3.2.1.7. Arachide

La production de l'arachide est très faible et estimée à 0,100 tonnes en 2005 dans la commune. Cette production est utilisée pour la auto consommation.

3.2.1.8. Soja

La culture du soja est très récente dans la commune. Les ménages l'utilisent sous plusieurs formes dans leur alimentation. Sa production est de 0,250 tonnes.

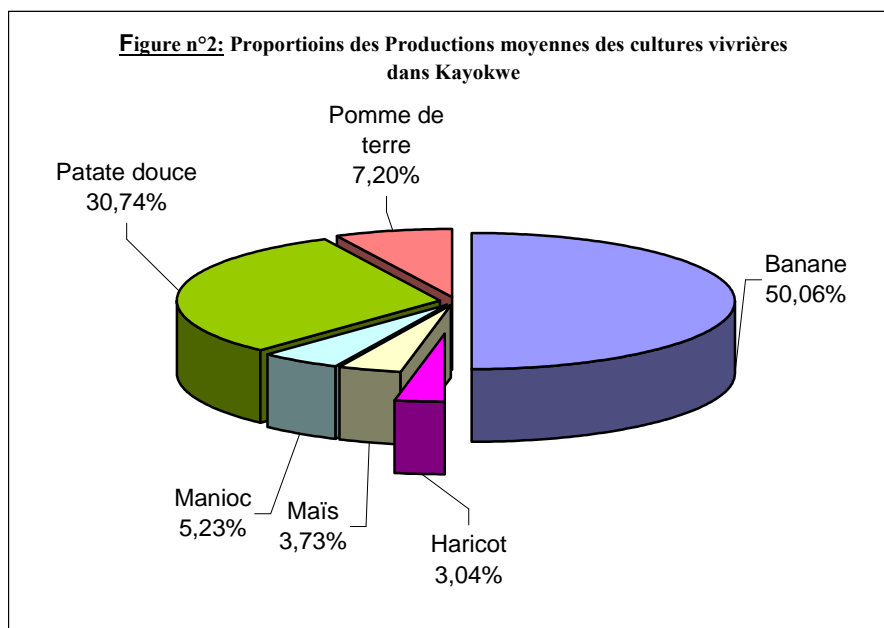
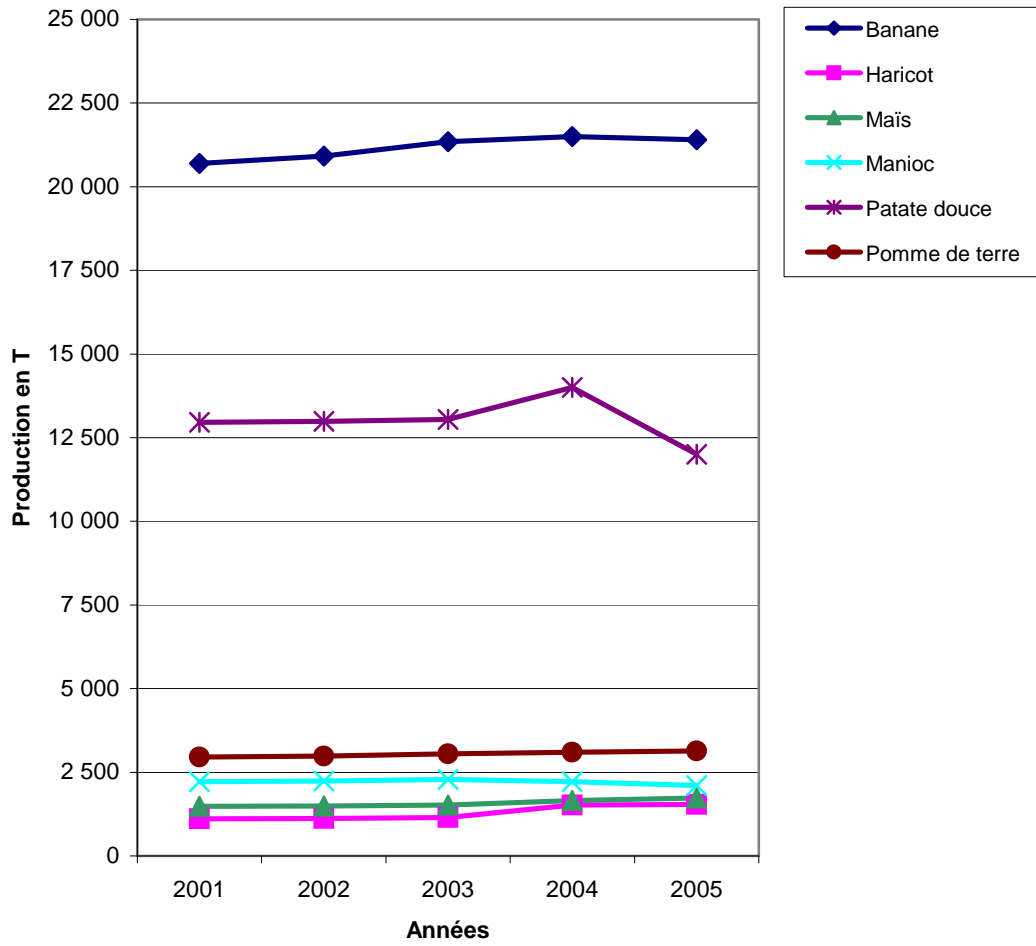


Tableau 3.1. Evolution des différentes cultures vivrières de 2001 à 2005 en tonnes

Cultures Commune	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne Totale	Prop. %
Banane	20.701	20.915	21.342	21.500	21.400	21.172	50
Haricot	1.109	1.120	1.143	1.520	1.540	1.286	3
Mais	1.479	1.494	1.524	1.650	1.730	1.575	4
Manioc	2.218	2.241	2.287	2.220	2.102	2.214	5
Patate douce	12.957	12.987	13.049	14.000	12.000	12.999	31
Pomme de terre	2.957	2.988	3.049	3.100	3.140	3.047	7
Prod. Totale Annuelle	41.421	41.745	42.394	43.990	41.912	42.293	100

Source : DPAE/Mwaro 2006

**Graphique n°1: Evolution de la production des cultures vivrières
(2001-2005)**



3.2.2. Cultures de rente

Les cultures de rente cultivées dans la commune sont le café, le thé et le tabac.

3.2.2.1.Caféier

Le caféier est cultivé dans la commune par des paysans qui possèdent leurs plantations familiales. Ce sont de petites exploitations familiales qui possèdent chacune quelques pieds de cafiers, sur une parcelle de taille modeste, qui n'excède pas 400 m².

Le café procure à chaque famille paysanne l'essentiel de ses revenus monétaires.

La commune se trouve dans la région d'encadrement de la SOGESTAL Kirimiro. L'encadrement des caféiculteurs de la commune sont encadrés et appuyés par la SOGESTAL Kirimiro. Cette société met à la disposition des caféiculteurs les intrants et les petits matériels caféiques à crédit ou payés au comptant.

Le café arabica, parasité par de nombreux insectes, demande de traitements suivis dont le paysan ne dispose pas les moyens. Les rendements sont variables selon les zones.

Les statistiques sur la production caféière de la commune sont prises en compte dans la production totale de la province. Des sources du Département Agronomique de l'OCIBU, la production caféière de la province est de 1.046.949 kg en 2005.

3.2.2.2.Théier

Tout comme le caféier, le théier est cultivé sur des parcelles privées des paysans. La commune Kayokwe appartient au complexe d'Ijenda d'après l'organisation spatiale de la filière Thé dans le pays.

Selon le Département Agronomique de l'Office du Thé du Burundi (OTB), la production de feuilles vertes dans la commune, est de 7132kg, soit 0,11% de la production provinciale de 6.227.434kg en 2005. Cette commune est en dernière position des 5 communes productrices de Thé dans la province Mwaro.

3.2.2.3.Tabac

Les plantations de tabac sont des petites exploitations familiales. Les données chiffrées sur sa production ne sont pas disponibles.

3.2.3. Cultures fruitières

Les plantations fruitières dans la commune sont les orangers, les citronniers, les avocatiers, les papayers et les manguiers.

Selon la DPAE/Mwaro, l'avocatier occupe la première place avec une production de 200 Tonnes d'avocats. (cfr. Tableau 3.2).

Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations.

La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans. Il est difficile de dénombrer les pieds des arbres fruitiers car ils sont parsemés.

Tableau 3.2 : Production Fruitière en 2005

Cultures fruitières	Production (Tonnes)
Orangers	0,4
Citronniers	0,7
Avocatiers	200
Papayers	0,08
Manguiers	0,25
Maracoudja	0,20
Goyavier	2,5

Source : DPAAE/Mwaro/Mars 2006

3.2.3. Cultures maraîchères

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, choux, carotte, aubergine et poivron.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procure à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque une grande partie des productions est commercialisée.

Tableau 3.3 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
Tomates	3	30
Oignons	0,71	0,76
Choux	4,6	150
Carottes	0,019	0,3
Aubergines	1	1,5
Concombres	0,58	80

Source : DPAAE/Mwaro/Mars 2006

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (Semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

3.3.1. Disponibilité des terres

La commune Kayokwe dispose de 13 marais : Kayokwe, Kamira, Sambwe, Kibumbu, Rurambira, Mushwabure, Mirago, Rubirizi, Waga, Kagogo, Nyabenja, Kigomera et Rushuru d'une superficie totale de 577ha dont 9,03 ha sont mis en valeur et exploités par les paysans et 568,97 sont aménageables.

3.3.2. Main-d'œuvre

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semailles contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. A côté de la famille au sens strict, parents éloignés, voisins, amis, participent au travail des champs. C'est un aspect de solidarité, mais disparaît, remplacé par le salariat agricole. Celui-ci, toujours temporaire, se pratique au moment des labours, des sarclages ou des récoltes. Les salaires varient selon les zones, auxquels il convient d'ajouter le repas de midi. La main-d'œuvre salariée est un luxe que seul un nombre restreint de paysans peut payer.

Le fermage, enfin, occupe une place limitée. Trois formes de fermage sont pratiquées :

- un paysan loue chez un voisin un champ approprié à une culture, qu'il ne peut pas faire sur ses propres terres ;
- le paysan qui ne possède assez de terres loue quelques parcelles ;
- le paysan qui ne possède pas assez de terres, donne à son propriétaire une redevance en nature.

3.3.3. Intrants agricoles

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires.

3.3.3.1. Les semences et les boutures

Il y a un centre semencier à Nyabisindu géré par l'ISABU qui met quelques semences à la disposition des paysans agriculteurs.

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Ces semences pour la plupart sont de mauvaise qualité réduisant ainsi le rendement.

3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le caféier et le théier, avec l'appui de la société SOGESTAL qui gère cette filière.

3.3.4. Equipements et Outils agricoles

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs, sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe de fabrication locale (indundi) ou importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base. Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers (ibiseke ou inKangara).

3.3.5. Encadrement technique et vulgarisation agricole

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un seul agronome communal. Celui-ci ne dispose pas de moyens conséquents pour mener efficacement ses activités. Le manque d'un moyen de transport pour l'agronome communal est un blocage total de l'encadrement technique et la vulgarisation agricole ; car les visites dans les collines de la commune est impossible.

3.3.6. Financement agricole

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- la société de gestion de filière café : SOGESTAL Kirimiro
- accordent aux cultivateurs différents intrants sous forme de crédits ;

- des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- la banque BGF et la COOPEC (institution de micro finance) interviennent dans l'octroi des crédits agricoles aux agriculteurs.

L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la province.

Il s'agit de :

- la FAO, les ONGs et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- les banques commerciales, notamment la BGF et les COOPECs interviennent dans l'octroi des crédits aux populations de Mwaro dont les crédits agricoles.

3.4. INTERVENANTS

Les intervenants dans l'agriculture ne sont pas nombreux à l'instar des autres secteurs de la province : FAO, PAM et le Projet PRASAB de la Banque Mondiale.

Tableau 3.4. : Liste des intervenants en agriculture dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
FAO	Toute la commune	Royaume de Belgique et Hollande	Appui en semences de qualité	Population vulnérable, associations et centres semenciers
PRASAB	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences de qualité et intrants agricoles	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's et OCB's)
SOLIDARITES	Toute la commune	Union européenne	Appui en semences de qualité et intrants agricoles	8 groupements d'agriculteurs
TWITEZIMBERE	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences maraîchères	Population ayant des enfants de moins de 6 ans
PAM	Toute la commune		Aide d'urgence	Population vulnérable

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.5. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

3.5.1. Contraintes

- exigüité des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorable.

3.5.2. Potentialités

- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements.

CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage dans la commune Kayokwe, tout comme dans toutes les communes de la province, est sans doute un support très important dans la production des ménages mais son rendement reste faible. Il est une affaire de prestige conférant un certain rang social ; car son rôle économique est faible.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants.

4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 et le graphique n°2 indiquent l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.

4.1.1. Cheptel bovin

Il est l'un des plus important dans la commune, par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 3112 têtes dont 183 têtes de race améliorée, soit 6%. Cet élevage est d'avantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. L'effectif des bovins a connu une hausse de 228% entre 2001 et 2005.

4.1.2. Ovins

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbare à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait. Le cheptel ovin est évalué à 2292 têtes, toutes de races locales. Cet effectif a augmenté de 226% entre 2001 et 2005.

4.1.3. Caprins

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. Le cheptel des caprins à 7189 têtes dont 56 de race améliorée dans la commune. Le cheptel caprin occupe le second rang en terme de nombre après les volailles. Entre 2001 et 2005, l'effectif des caprins a accru de 87%.

4.1.4. Volailles

Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période des récoltes elles restent enfermées ou bien sont vendues.

Les volailles sont estimées à 8.529 têtes dans la commune dont 1000 poules sont de races améliorées.

4.1.5. Porcins

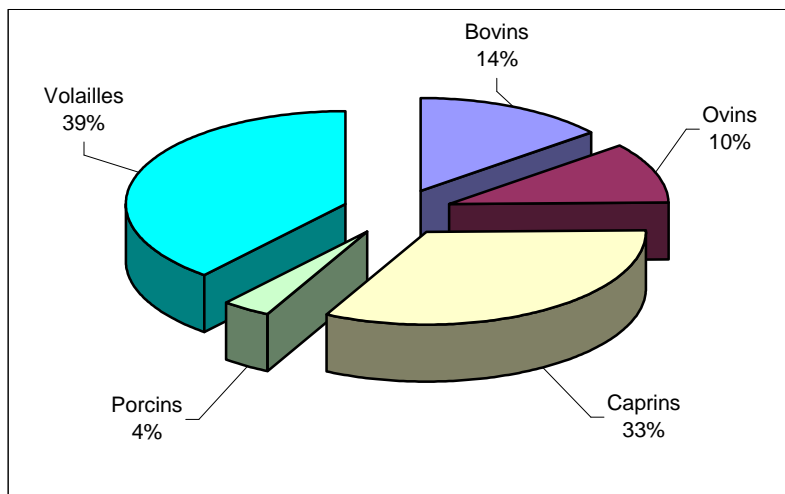
Le cheptel porcin de la commune est composé de 816 têtes dont 509 animaux améliorés. Cet élevage occupe la cinquième place en nombre de têtes et s'accroît lentement dans la commune, pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

Tableau 4.1 : Evolution des espèces animales (2001-2005)

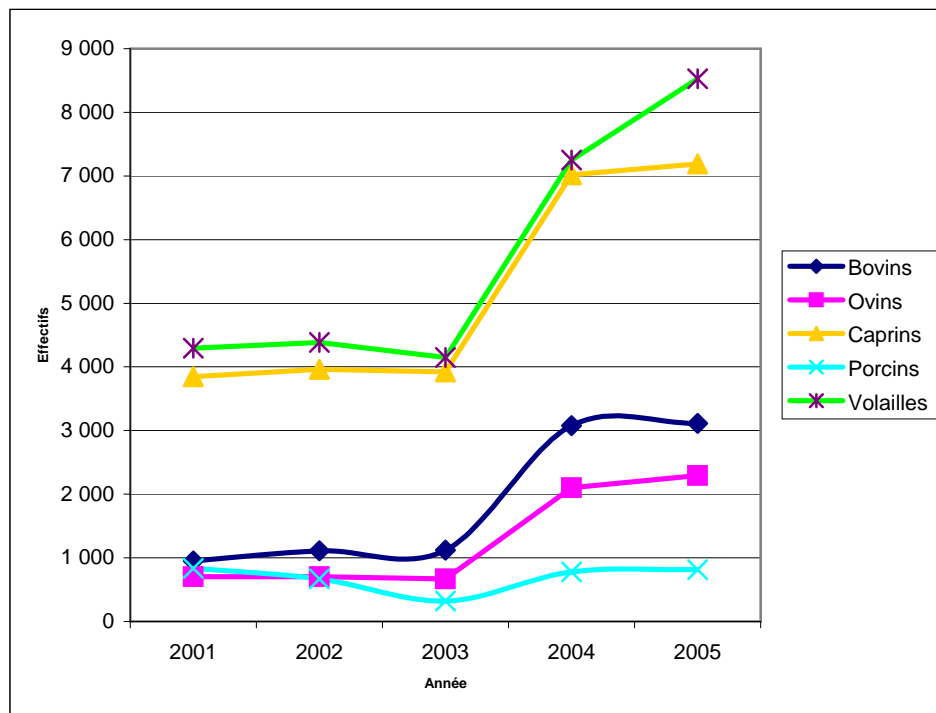
Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	950	1.109	1.122	3.078	3.112	+ 2.162	228
Ovins	704	702	668	2.102	2.292	+ 1.588	226
Caprins	3.845	3.962	3.920	7.019	7.189	+ 3.344	87
Porcins	836	669	322	777	816	+ 80	10
Volailles	4.294	4.382	4.148	7.249	8.529	+ 4.235	99

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

Figure n°2 : Proportion des effectifs par espèce en 2005



Graphique n° 2 : Evolution des espèces animales (2001-2005)



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

- deux (2) Deeping tanks publics de Rwuya et Rusivya qui sont en mauvais état et non fonctionnels;
- les 5 couloirs d'aspersion dont 3 privés de Rwankangoma, Nyakibari, Musama, qui sont en bon état et bien fonctionnels mais de façon irrégulière et 2 non fonctionnels, de Nyagitongati et Gatwe ;
- 3 Pharmacies vétérinaires privées à Mwaro centre, Kayokwe et Muyebe qui disponibolisent irrégulièrement des produits ;
- aire d'abattage publique à Gihinga irrégulièrement utilisée.

Il n'existe pas de marché de bovins et de porcs à Kayokwe. Le nombre d'animaux abattus pour la production de viande par espèce est de : 162 bovins, 99 ovins, 495 caprins et 292 porcs.

4.3. INTERVENANTS

Certains intervenants comme la FAO, le PAM, le projet PRASAB de la Banque Mondiale etc, appuient la DPAE dans la distribution de semences.

Tableau 4.2 : Liste des intervenants dans l'élevage dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
DPAE	Toute la commune	Etat burundais	Encadrement technique	Les éleveurs
FAO	Toute la commune	Royaume de Belgique et Hollande	Repeuplement du cheptel	Population vulnérable, associations
SOLIDARITES	Toute la commune	Union européenne	Distribution d'animaux de qualité	Groupements associatifs
PRASAB/CD CARITAS	Toute la commune	Banque Mondiale	Distribution des animaux d'élevage sur demande sous forme de sous projets	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's)

Source : DPAE Mwaro/Mars 2006

4.3. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

4.3.1. Contraintes

- manque de pâturages ;
- manque d'encadrement ;
- manque d'infrastructures d'appui.

4.3. 2. Potentialités

- climat favorable à l'élevage ;
- maîtrise du système d'élevage par les paysans éleveurs.

CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE

La pêche n'est pas tellement pratiquée dans la commune.

5.1. PISCICULTURE

Selon la DPAAE de Mwaro, la pisciculture est pratiquée dans la commune dans 5 étangs piscicoles dont 1 en zone Kayokwe et 4 en zone Muyebe mais non fonctionnels.

5.2. INTERVENANTS

Ce secteur a été laissé à lui-même après l'arrêt des activités y relatives par l'ISABU.

L'intervenant potentiel est CD/CARITAS via le projet PRASAB.

5.3. CONTRAINTES

5.3.1. Contraintes

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

CHAPITRE VI : FORÊTS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune de Kayokwe. Mais on trouve des boisements artificiels.

6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

Le tableau n°6.1 présente la situation des boisements artificiels dans la commune. Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat et aux privés (individus). Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi) et le Callitris. La superficie boisée est de 860,06ha dont 121,1ha soit 14,1% appartenant aux privés et 717,76 ha, soit 83,4% à l'Etat. Les collectivités disposent de 21,2 ha soit 2,5%.

La zone Mwaro est la plus boisée de la commune avec 745,96 ha, soit 86,73 % suivie de la zone Kayokwe avec 89 ha soit 10,34%, puis la zone Gatwe moins boisée avec 15,5 ha, soit 1,81 % de la superficie boisée de la commune et enfin la zone Muyebe avec 9,6 ha soit 1,12%.

Tableau 6.1. : Inventaire des boisements artificiels

Zones	Boisements artificiels en Ha			
	Etat	Privés	Collectivités	Total
Gatwe	35	12	0	15,5
Kayokwe	29	39	21	89
Muyebe	55	4,1	0	9,6
Mwaro	679,76	66	0,2	745,96
Total commune	717,76	121,1	21,2	860,06

Source : Service de l'Environnement/Mwaro/Mars 2006

6.2. DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui des produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage la situation des paysans.

Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires.

Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits de forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la province.

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS

Les groupements de pépiniéristes produisent des jeunes plants qu'ils distribuent aux populations grâce à l'appui de PREBU et PAM.

Selon le Service de l'Environnement de Mwaro, ces groupements ont produit et distribué 199.350 jeunes plants en 2005.

6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches, madriers et chevrons), le charbon, et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits n'existent pas.

6.5. INTERVENANTS

Peu d'intervenants sont identifiés dans le secteur des forêts : la FAO, le PAM, et le projet PRASAB de la Banque Mondiale. Deux collectifs d'associations travaillent aussi dans ce domaine : CAREPD et ENVIRON PROPRE.

Tableau 6.2 : Liste des intervenants en matière de forêts dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
PREBU	Toute la commune	Union européenne	Production des plants forestiers	Groupements associatifs
PRASAB/CD CARITAS	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui dans l'aménagement des bassins versants et dans la production des plants forestiers	Organisations Communautaires à la base (OCB's)
PAM	Toute la commune	PNUD	Production des plants forestiers	Groupements associatifs

Source : IPF Mwaro/Mars 2006

6.6. CONTRAINTES

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des intrants sylvicoles pour les pépiniéristes.
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu d brousse.

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

La commune Kayokwe à l'instar de la province ne dispose d'aucune industrie. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les productions, variantes, dépendent des besoins des populations.

7.2. ARTISANAT

On rencontre dans la commune, des artisans de production, de service et d'art.

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

7.2.1.1. Artisanat de production

On dénombre 2837 unités d'artisanat de production dans la commune. Ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus ; il existe peu de groupements. Les principales unités représentées sont la poterie avec 24%, la menuiserie avec 22%, la tuilerie 20%. Toutes ces unités appartiennent aux individus.

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux ; car aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

Tableau 7.1 : Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Menuiserie	612	612
Briqueterie	458	458
Tuilerie	578	578
Carrelage	289	289
Poterie	189	189
Vannerie et Tissage	692	692
Forge	19	19
Total Commune	2837	2837

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006

7.2.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est rencontré dans les chefs-lieux des zones de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Les principaux métiers de ce type d'artisanat sont la couture (43%) et la cordonnerie avec 26%.

Tableau 7.2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Couture	97	97
Mécanique	46	46
Cordonnerie	59	59
Soudure	14	14
Coiffure	7	7
Total Commune	223	223

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006.

7.2.1.3. Artisanat d'art

D'après le service de la coordination des métiers de la province de Mwaro, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée dans la commune. Seule la peinture est pratiquée par 23 personnes.

7.3. INTERVENANTS

Il n'existe pas de véritables intervenants dans ce secteur. A part l'Etat du Burundi à travers les Ministères ayant en leur sein des actions liées à l'artisanat et projets artisanaux, ce sont les artisans et autres promoteurs privés qui se débrouillent comme le CDR de Kibumbu.

Le seul intervenant en vue est le projet PRASAB de la Banque Mondiale.

7.4. CONTRAINTES

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- difficultés d'écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du burundi.

CHAPITRE VIII : ENERGIE

La commune Kayokwe qui est à dominante agricole traditionnelle couvre l'essentiel de ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux.

L'électricité et le pétrole sont un privilège de quelques ménages semi urbains.

8.1. ENERGIE ELECTRIQUE

L'électricité constitue la forme d'énergie la plus moderne et la moins utilisée dans la commune Kayokwe. L'urbanisation croissante, la recherche d'un confort accru entraînent des besoins toujours plus grands dont la satisfaction exige d'importants investissements.

La commune Kayokwe est desservie en énergie à partir de Bujumbura via Ijenda. Les transformateurs de courant de moyenne en basse tension constituent les seules infrastructures de distribution d'électricité dans la commune. Cette desserte est assurée par la REGIDESO à Mwaro chef-lieu de la province, Kibumbu, Kayokwe.

Tableau 8.1 : Desserte en électricité dans la commune et de Mwaro centre

Commune	Lignes électriques de distribution				Centres électrifiés		
	Désignation de la ligne	Linéaire de la ligne MT(km)	Linéaire de la ligne BT (Km)	Nombre de transformateurs	Nom de centres électrifiés	Nombre de branchements	Consommation moyenne par client en KWh/mois
Kayokwe	Mwaro centre-Nyabisindu et camp Mwaro	7	4,5	3	Lycée Mwaro, Centre Mwaro, Centre sememncier de Nyabisindu et camp Mwaro	79	12.000
	Mwaro-Kibumbu	8	1	2	Kibumbu	25	6.000
Total		15	5,5	5		104	18.000

Source : REGIDESO/Mwaro/Mars 2006

8.2. LES HYDROCARBURES

La consommation des produits pétroliers dans la province Mwaro est difficile à chiffrer car les informations statistiques ne sont disponibles qu'à l'échelon national. La commercialisation est limitée aux stations de services de la capitale Bujumbura, qui disposent des succursales dans chefs-lieux des provinces complétées par un réseau de commerçants revendeurs. Ces stations de services ne sont pas représentées dans les chefs-lieux des communes.

Une seule station de service est implantée à Mwaro chef-lieu de la province. Il s'agit de la station ENGEN appartenant à un privé Cette station de service possède 2 pompes dont 1 d'Essence, 1 de Gaz Oil.

La fourniture des hydrocarbures par cette station est irrégulière.

8.3. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- interdiction de couper le bois vert.

8.4. INTERVENANTS

Le seul intervenant en matière d'énergie dans la commune est du domaine étatique, la REGIDESO pour les zones Kayokwe, Kibumbu et Mwaro. Son rôle est la gestion, le branchement et l'entretien des infrastructures du réseau au profil des abonnés.

8.5. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

8.5.1. Contraintes

Les principales contraintes du secteur sont :

- insuffisance des ressources financières de la REGIDESO ;
- paupérisation des populations de la commune

8.5.2. Potentialités

Le réseau hydrologique de la province constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur de l'énergie.

CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

9.1. COMMERCE

Dans la commune Kayokwe, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations des du bois, les produits artisanaux locaux, les bières locale et de la BRARUDI et les produits pétroliers. Les marchés constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

En outre, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

9.1.1. Les marchés urbains

Le seul grand marché de la commune est celui de la ville de Mwaro, chef-lieu de la province. Ce marché urbain moderne, construit par le Projet de Travaux Publics et Création d'Emploi (PTPCE) financé par la Banque Mondiale, constitue un important centre d'échanges tant au niveau provincial, régional, que national.

Le désordre qui règne sur le marché de Mwaro n'est apparent; en fait chaque corporation dispose de son secteur. Au centre du marché la majorité des étalages à même le sol est occupé par des paysannes vendant des produits vivriers : haricots, farine de manioc, manioc frais, tomates, oignons, piment, orange, ananas, bananes, etc... Les quantités disponibles varient selon les saisons et les prix sont très variables et fonctions de la demande.

Les produits manufacturés occupent une place grandissante : vêtements neufs, pagnes chaussures, produits de beauté, pièces de bicyclettes et autres sont commercialisés dans des boutiques du marché. Sous les grands hangars modernes sont étalés des vêtements usagés (friperies), les produits artisanaux locaux et en fin la boucherie où sont étalées les viandes de bovins. Le manque d'abattoir pour le marché de Mwaro est un problème non seulement d'équipement mais aussi d'ordre sanitaire. Ce marché n'est pas approvisionné en eau et électricité.

L'administration communale dispose d'un bureau aménagé au marché qui lui permet d'être plus proche des commerçants pour veiller au bon déroulement des activités et de faire respecter les règlements fiscaux en vigueur dans le pays : paiement de divers impôts et taxes.

Le bureau administratif non encore fonctionnel par manque d'équipement pose un problème de gestion.

Un marché de bétail, notamment des volailles, qui s’anime très tôt dans la matinée des jours d’animation du grand marché non loin de celui-ci.

9.1.2. Marchés ruraux

La commune compte 4 marchés ruraux non aménagés qui s’animent en plein air. Il s’agit des marchés de Rushuru qui s’anime tous les Jeudi, Gatwe (Jeudi et Dimanche)et Nyakibari (Mardi et Jeudi).

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d’une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l’argent en vue d’acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d’élevage, d’artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d’approvisionnement de produits agricoles ou d’élevage des villes.

Ici également l’administration communale veille au bon déroulement des activités et au respect des règlements fiscaux en vigueur : payement des impôts et taxes.

Les recettes communales annuelles sont :

- 2001 : 520300 Fbu;
- 2002 : 96433 Fbu;
- 2003 : 13563640 Fbu;
- 2004 : 11853740 Fbu;
- 2005 : 12550000 Fbu.

Tableau 9.1 Marchés de la commune

Communes	Localité	Marchés			Jours d’animation
		Aménagés	Non aménagés	Total	
Kayokwe	Mwaro centre	x		4	Mercredi, vendredi et dimanche
	Gatwe		x		Jeudi et dimanche
	Myakibari		x		Mardi
	Rushuri		x		Jeudi

Source : Administration communale/Kayokwe

9.1.3. Commercialisation des produits agro-industriels

Le produit agro-industriel commercialisé est le café.

9.1.3.1. Commercialisation du café

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l'achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C'est ainsi que la SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la province au cours d'une campagne nationale d'achat.

9.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

9.2.1. Réseau routier

La commune souffre d'un retard en équipements et infrastructures de liaison, bloquant ainsi le développement de toute activité économique. Le réseau routier constitue la principale infrastructure de communication dans la commune. La commune compte une route nationale de 20 km (la RN 18) en terre latéritique, en mauvais état, une route provinciale de 8 km en terre latéritique, en mauvais état, une route communale de 17 en mauvais état et 20 pistes rurales en terre latéritique et non compactée sur une longueur 175 km en mauvais état.

Leur praticabilité est très médiocre. Il est pratiquement impossible d'accéder à certaines localités de la commune, même en saison sèche.

Le mauvais état des pistes rurales constitue un facteur qui rend difficile le drainage des produits agricoles, occasionnant par là des pertes énormes.

Ce réseau routier se double d'un lacs dense de sentiers, très utilisés pour les déplacements vers les marchés ruraux.

9.2.2. Les moyens de transport

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide les récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

Carte n°2 : Réseau routier de la commune



9.3. LES SERVICES

9.3.1. Les institutions financière

Dans la commune Kayokwe dispose d'une banque : Banque Gestion et de Financement (BGF) et l'agence de la Régie Nationale des Postes à Mwaro ville. Les activités de ces agences se limitent principalement au traitement des fonctionnaires et crédits alloués aux transactions commerciales.

Il existe une antenne de l'organisation de micro finances : la COOPEC à Mwaro et à Kayokwe. Cette antenne de la COOPEC appuie l'épargne et octroie de petits crédits aux organisations paysannes pour leurs activités génératrices de revenus.

9.3.2. Postes et télécommunications

Dans la Commune Kayokwe a un bureau de poste à Mwaro, sans boites postales.

Elle compte 91 lignes téléphoniques en service à partir de la centrale installée à Gisozi.

La commune est couverte par les réseaux de la téléphonie mobile des sociétés TELECEL, ONATEL. La téléphonie mobile reste très onéreuse et ne peut pas être utilisée par une grande partie de la population de la province.

La téléphonie mobile reste très onéreuse et ne peut pas être utilisée par une grande partie de la population de la province.

9.3.3. Tourisme

Il existe quelques sites touristiques dans la commune, tels que :

- les chutes de AGASUMO KA MWARO et de Gitwa ; c'est dans ce site où les fidèles allaient prier « KIRANGA », dieu des Burundais avant l'arrivée des missionnaires blancs. Ce site est situé à Munyonivuga ;
- Endroits rituels de AGASUMO et de Gitwa.

Les infrastructures hôtelières de la commune sont :

- hôtel ALKA à Mwaro centre d'une capacité de 10 chambres ;
- hébergement OBOLINONO à Mwaro centre d'une capacité de 4 chambres ;
- hôtel dénommé « Gîte de GASUMO » au centre Mwaro d'une capacité de 5 chambres.

9.3. INTERVENANTS

Tableau 9.2: Liste des intervenants dans la commune en matière de commerce et services

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
ABP	Toute la commune	Etat du Burundi	Couverture médiatique des événements remarquables	La population en général
TELECEL	Toute la commune	Privé	Téléphonie mobile	La population en général
ONATEL	Toute la commune	Etat	Téléphonie fixe	Services étatiques et les privés

Source : administration communale/ Kayokwe/Mars 2006

9.4. CONTRAINTES

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- la route nationale RN 18 devrait être asphaltée le plus vite ;
- absence d'abattoir au marché de Mwaro ;
- le marché de Mwaro n'est ni électrifié ni approvisionné en eau potable ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales,
- manque des services de postes et télécommunications.

CHAPITRE X : ACTION SOCIALE

10.1. ACTION SOCIALE

10.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

Cependant, on dénombre 2028 enfants orphelins de père et de mère dans la commune dont 147 enfants orphelins de guerre, 349 enfants orphelins du SIDA et 1416 enfants orphelins naturels.

La zone Kayokwe compte plus enfants orphelins et vient en première position avec 548 enfants en difficulté, soit 27%, suivie de la zone Muyebe avec 541 enfants orphelins (26%). Le nombre d'enfants chefs de ménage est de 96, celui d'enfants indigents 1759 dans la commune.

La commune de Kayokwe n'enregistre ni enfants de la rue ni enfants dans la rue.

Tableau 10.1 : Situation des enfants en difficultés et des orphelins dans la commune

Zone	Nombre d'enfants Sinistrés de guerres	Nombre d'enfants orphelins de père et de mère				Nombre d'enfants Chefs de ménage	Nombre d'enfants indigents
		de guerre	du sida	Naturelle	Total		
Gatwe	27	33	74	327	461	18	248
Kayokwe	32	34	95	387	548	29	463
Muyebe	38	52	92	359	541	32	627
Mwaro	19	28	88	343	478	17	421
Total Commune	116	147	349	1416	2028	96	1759

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

10.1.2. Victimes de violences

Dans la commune, on a recensé 7 cas de violence sexuelle sur des femmes et des fillettes dont 6 cas sont pris en charge.

10.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie.

Tableau 10.2 : Situation des veuves, mères célibataires et des indigents.

Zone	Nombre de veufs appuyés			Nombre de veufs à appuyer			Nombre de mères célibataires	Nombre d'indigents		
	H	F	Total	H	F	Total		H	F	Total
Gatwe	15	25	40	63	262	325	54	83	297	380
Kayokwe	8	39	47	74	322	396	61	52	389	441
Muyebe	32	44	76	62	350	412	94	78	390	468
Mwaro	16	31	47	40	77	117	77	36	144	180
Total Commune	71	139	210	239	1113	1250	286	249	1220	1469

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

- Veufs

89% des 1250 veufs de la commune sont des femmes (1113) dont 13% sont assistées.

La zone Muyebe vient en première position avec 412 veufs.

- Mères célibataires

La commune compte 286 mères célibataires.

- Indigents

83% des 1469 indigents de la commune, sont des femmes (1220).

10.1.4. Les handicapés

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psycho-sociale et l'enseignement spécialisé.

Le tableau 10.3 indique les catégories des personnes handicapées dans la commune.

La commune compte 616 handicapés physiques dont 1224 femmes soit 36% et 392 hommes (64%).

Le nombre des handicapés de naissance est le plus élevé. Ils sont 272, soit 44%.

Il faut signaler que le cas des personnes âgées non assistées un véritable problème social dans la commune.

10.2. HABITAT

10.2.1 : Caractéristiques de l'habitat

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons, entourées par une clôture : c'est le « rugo ». Ces constructions sont noyées dans les bananiers pour la plupart des cas.

Le rugo désigne une concession de plusieurs cases ou bien une case isolée. Ces constructions sont entourées par une enceinte en bois, en bambou, en herbes tressées ou bien en végétal et couverte de paille.

Le paysan apporte le maximum de soins à sa construction, toit en tôle et murs en briques dans le meilleur des cas. Le grenier « ikigega » flanque toujours la maison.

Les tableaux ci-dessous indiquent la situation des maisons et leur commodité dans la commune.

La crise socio-politique n'a pas épargné la commune. En effet, 129 maisons ont été détruites. 107 maisons ont été reconstruites en 2004, soit 83%. Le tableau ci-après donne des informations chiffrées sur les maisons détruites, les maisons reconstruites et les demandeurs.

Tableau 10.3 : Situation de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons par type de mur						Nombre de maisons par type de toiture						Nombre de maisons par type de pavement					
	Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé		
	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Tôles	Tuiles	Chaume	Tôles	Tuiles	Chaumes	Ciment	Terre battue	Carreau	Ciment	Terre battue	Carreau
Kayokwe	-	22	30	103	6.587	2.746	-	-	31	1.073	3.920	2.504	-	52	-	662	6.216	989
Total commune	18	122	254	465	36748	18530	98	104	201	8.570	23.885	23.279	95	256	1	4.331	46.087	3.367
Total	394			55.743			403			55.734			352			55.785		

Source : Administration communale, enquête sur l'habitat rural 2004.

Tableau 10.4: Commodité de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons avec électricité				Nombre de maisons raccordées en eau				Nombre de maisons avec toilettes/Latrines					
	Groupé		Dispersé		Groupé		Dispersé		Groupé			Dispersé		
	Electricité	%	Electricité	%	Sans eau	Avec eau	Sans eau	Avec eau	Sans	Intérieur	Extérieur	Sans	Intérieur	Extérieur
Kayokwe	-	-	4	6	31	-	1.298	13	28	-	3	262	8	4.902
Total province	29	100	69	100	120	8	24.041	4.707	42	11	342	1.047	27	36.284

Source : Administration communale

Tableau 10.5 : Besoins en reconstruction de l'habitat rural

Communes	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Kayokwe	129	107	12	46
Total province	3108	1978	1216	1117

Source : Administration communale/Kayokwe/Mars 2006

10.2.1. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Depuis 1990, le Ministère du Développement Communal contribue à l'exécution de la politique générale de l'habitat par la promotion de la production et l'utilisation de tuiles comme matériaux de couverture et ce, à travers la diffusion d'un type de four pour cuisson dénommé « FOUR-TUNNEL », la formation d'artisans, l'évaluation du potentiel de matières premières et la protection de l'environnement.

La disponibilité de matériaux locaux de construction dans toute la commune est un atout pour la reconstruction.

La commune compte :

- 2 fours tunnels dont 6 sont fonctionnels ;
- 3 briqueteries ;
- 3 sites d'extraction de sable ;
- 3 sites d'extraction du gravier ;
- 2 sites d'extraction de moëllon ;
- 1 site d'extraction de carrière.

Tableau 10.6 : Matériaux locaux de construction

Zone	Localité	Fours tunnels	Briqueteries	Sable	Gravier	Moëllon	Carrière
Gatwe	Nyagatongati	-	-	1	-	-	-
	Rwuya	-	-	1	1	-	-
	Saswe	-	-	-	1	-	-
Kayokwe	Musama	-	-	-	1	-	-
Muyebe	Muyebe	1	-	-	-	-	-
	Kinyinzo	-	1	-	-	-	-
Mwaro	Mwaro	1	-	-	-	-	-
	Ruramba	-	1	-	-	-	-
	Gihinga	-	1	1	-	1	1
	Ngara	-	-	-	-	1	-
Total commune		2	3	3	3	2	1

Source : Administrations communale/Kayokwe /Mars 2006

10.3. INTERVENANTS

En matière d'action sociale, comme dans les autres communes, à part le CDF, seul le CPLS appui les groupes vulnérables cibles à travers les sous projets présentés par les ASBL ou associations agréées (cfr ci-dessous). Pour l'habitat il n'existe pratiquement pas d'intervenants.

Tableau 10.7 : Liste des intervenants dans l'action sociale dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
CDF	Toute la commune	FAO	Distribution de semences de pomme de terre et maraîchères	Population des Batwa
Eglise Méthodiste	Zone Muyebe	BM/CNL/CPLS Mwaro	Semences de pomme de terre et maraîchères	OEV
Association ALCOPASI	Toute la commune	BM/CNL/CPLS Mwaro	Élevages de chèvres	Femmes chefs de ménages
Université de Mwaro	Toute la commune	BM/CNL/CPLS Mwaro	Distribution de kits scolaires	OEV scolarisés
Réseau RPP+	Toute la commune	BM/CNL/CPLS Mwaro	Élevages de chèvres	PVVS
Front de Croix	Toute la commune	PAM	Supplément alimentaire	PVVS

Source : CDF et CPLS/Mwaro/Mars 2006

10.4. CONTRAINTES

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments. La commune abrite les hôpitaux de référence et la majorité du personnel soignant de la province.

Il y a 3 Médecins et 23 infirmiers, soit un ratio de 1880 personnes pour 1 infirmier. La paupérisation qui sévit dans le milieu rural ainsi que l'éloignement des collines par rapport au Centres de Santé, mettent la grande partie de la population dans une situation difficile pour accéder à de soins de qualité.

11.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Le paludisme sévit à l'état potentiellement épidémique et constitue la cause principale de décès dans la province en 2005

En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

11.2. MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers de centres de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite ;
- l'Haemophilus influenzae de type B ;
- l'hépatite virale B.

Durant l'année 2005, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'Haemophilus influenzae de type B10.

Données sur la vaccination de la commune en 2005 :

VAT2-VAT5 : 564;
BCG : 1757;
Polio3 : 6187;
DTC Pentavalent : 4545;
Rougeole : 1468.

11.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH/SIDA

La commune dispose de 2 centres de dépistage.

L'état du dépistage dans la commune par âge en 2005 est :

- de 0-14 ans : 5 séropositifs dont 3 femmes ;
- de 15-29 ans : 19 séropositifs dont 9 femmes;
- de 30 ans et plus : 52 séropositifs dont 27 femmes,

Sur 1128 personnes dépistées, on compte 76 séropositives dont 39 femmes, soit 51,31% dans la commune. Ceci montre que les femmes sont plus infectées par le VIH/SIDA que les hommes.

11.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes dans 3 zones, par contre on trouve les accoucheuses traditionnelles dans les 4 zones de la commune comme l'indique le tableau 11.1.

La commune compte 33 tradithérapeutes connus officiellement mais personne n'a de lien avec la médecine moderne. On y trouve aussi 48 accoucheuses traditionnelles dont 24 formées ayant reçu des kits et 24 non formées.

La médecine traditionnelle joue probablement un rôle important et méconnu. Le recours au guérisseur est particulièrement évident pour les malades habitant loin des centres de santé.

En outre, le prix des médicaments prescrits par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tableau 11.1: Situation de la médecine traditionnelle

Zone	Tradithérapeutes connus officiellement	Accoucheuses traditionnelles		
	Tradi. Connus officiellement	Formées avec kit	Non formées	Effectif total
Gatwe	12	6	6	12
Kayokwe	17	10	10	20
Muyebe	0	4	4	8
Mwaro	4	4	4	8
Total Commune	33	24	24	48

Source : DPS/Mwaro/Mars 2006

11.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

11.5.1. Etablissements sanitaires

La commune Kayokwe compte 6 établissements sanitaires dont 4 Centres de santé et 2 Hôpitaux de référence. La répartition spatiale de ces établissements est la suivante :

- zone Kayokwe: Hôpital public de 1^{ière} Référence de Kibumbu et Hôpital de 2^{ième} Référence (Sanatorium) de Kibumbu spécialisé dans le traitement de la tuberculose ;

Ces deux (2) hôpitaux sont électrifiés et approvisionnés en eau potable, leurs bâtiments sont complet, mais leur équipement standard est incomplet ;

- zone Muyebe: Centre de Santé privé agréé de Muyebe, non électrifié mais approvisionné en eau potable avec des bâtiments complets et un équipement standard complet ;
- zone Mwaro : Centre de Santé public de Mwaro, Centre de Santé public de Rutyazo et le Centre de santé privé de Mwaro. Tous ces centres sont approvisionnés en eu potable, mais seul ceux de Mwaro sont électrifiés. Ils ont un équipement standard est incomplet.

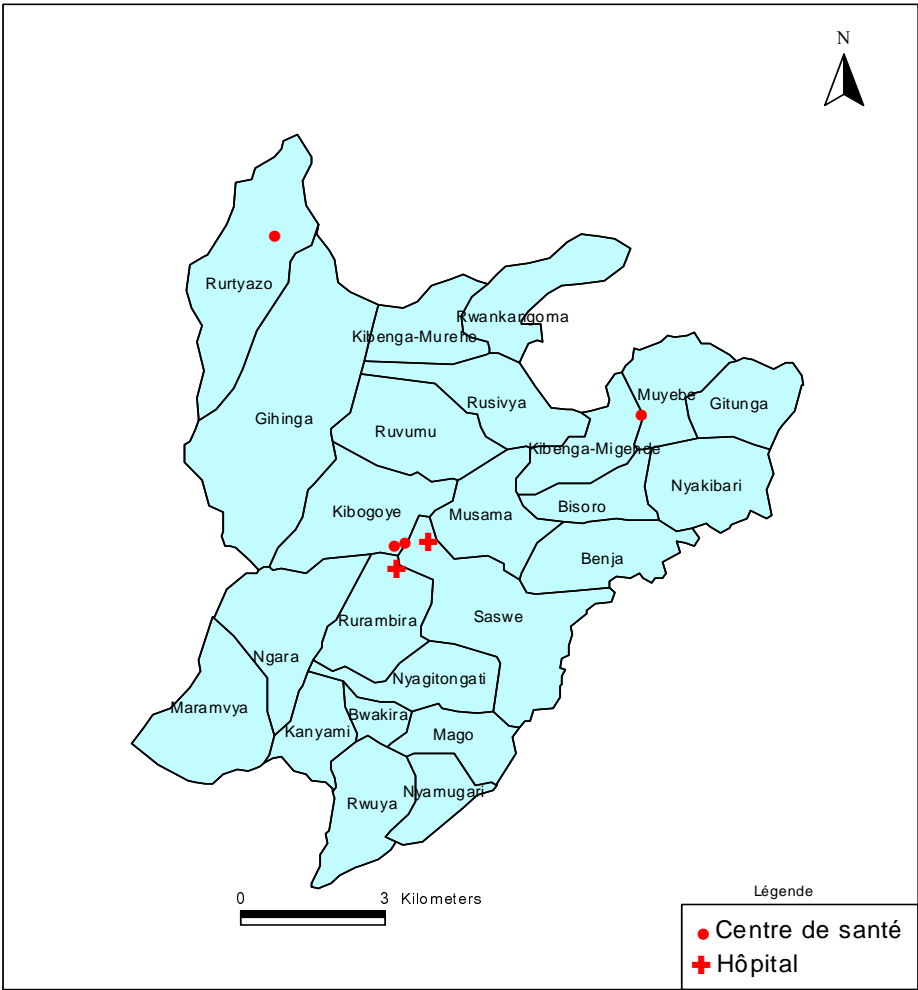
La zone Gatwe ne dispose d'aucun établissement sanitaire.

Il faut noter que ces Centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Cette répartition montre que la couverture sanitaire de la commune est très faible. Les infrastructures sanitaires existant sont très insuffisantes.

Il existe 1 pharmacie privée dans la commune. Toutefois, l'accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune. En cas de complication, le malade est évacué à l'hôpital de Kibumbu en commune Kayokwe, hôpital de référence de la province Mwaro. Ce qui alourdit les dépenses pour une population rurale déjà démunie.

Carte n°3 : Infrastructures sanitaires



11.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Le tableau 11.2 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les Centres de santé de la commune disposent au total de 38 lits. Ils ont enregistré 18.480 consultations, soit 1540 consultations par mois et 420 malades hospitalisés au cours de l'année 2005.

Les hôpitaux de référence ont 456 lits. Ils ont enregistré 867 consultations et 271 malades hospitalisés par mois.

Tableau 11.2 : Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zones	Collines desservies	Centre de santé			Hôpitaux de référence		
		Cons./ mois	N.L.	N.H./ mois	Cons./ mois	N.L.	N.H./ mois
Kayokwe	5	-	-	-	867	456	271
Muyebe	7	30	18	9	-	-	-
Mwaro	12	1510	20	26	-	-	-
Total Commune		1540	38	35	867	456	271

Source : DPS/ Mwaro/Mars 2006

Cons. : Consultation N.L. : Nombre de lits N.H. : Nombre d'hospitalisation

11.6. RESSOURCES HUMAINES

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 3 médecins Généralistes ;
- 23 Infirmiers dont 16 femmes; (4 infirmiers A2, 16 infirmiers A3, 3 infirmiers A1) ;

Au total 27 agents soignants pour une population de 43.240 habitants.

La répartition de ce personnel à travers la commune laisse apparaître une nette disparité entre les zones.

Le personnel non soignant est composé de 3 administratifs, et de 29 agents appui.

11.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

La commune Kayokwe est bien desservie en eau potable. Le taux de desserte en eau potable est de 92%. Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune. La production de l'eau se fait par gravitation. Le réseau d'adduction existe dans les collines. Mais depuis la crise politique du mois d'octobre 1993, la plupart des infrastructures d'eau ont été détruites dans la commune ; d'autres sont tombées en ruine et ne sont plus en fonction faute d'entretien et de maintenance.

11.7.1. Situation d'approvisionnements en eau potable

Les tableaux ci-dessous présentent la situation d'alimentation en eau potable dans la commune.

On compte 246 points d'eau utilisés par 9032 ménages dans la commune, soit en moyenne 37 ménages par point d'eau. La zone Kayokwe est la plus desservie avec 103 points d'eau, soit 41,87% suivie de Gatwe avec 67 points d'eau, soit 27,24 % des points d'eau . Les zones Mwaro et Muyebe avec 38 ponts d'eau, soit 15,45% chacune, sont les moins desservies en eau de la commune.

Il y a 1716 ménages (19%) qui utilisent l'eau impropre des cours d'eau dans la commune. Sur les 115 sources aménagées dans la commune, 64 ne sont pas fonctionnelles, soit 56%.

Tableau 11.4: Situation des infrastructures de l'approvisionnement

Zones	Sup . km ²	Nb de ménages	Nombre points d'eau														
			SAF	SAN F	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nombre total de points d'eau					
												Fonction nels	Non fonctio nnels	Total	Nombre de ménage par points d'eau fonctionn els	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nombre de points d'eau fonctionne ls / 500 m
Gatwe		2314	8	26	12	22	0	11	0	0	0	41	26	67	27	11	0,082
Kayokwe		3072	18	22	16	13	5	45	0	0	0	76	27	103	33	21	0,152
Muyebe		2386	16	11	17	8	0	3	0	0	0	27	11	38	54	77	0,004
Mwaro		1260	9	5	14	5	10	9	0	0	2	23	15	38	23	46	0,046
Total commune		9032	51	64	59	48	15	68	0	0	2	167	79	246	33	30	0,334
Total Province	839,60	55967	22177	472	728	434	159	114	0	0	14	832	842	1674	30	31	1,664

Source : RCE /Mwaro/Mars2006

Selon les normes de l’OMS, il faut un pont d’eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d’avoir accès facilement à ce service. Dans la commune aucune zone ne répond à ces conditions. Les zones ont des normes comprise entre 0,004 et 0,152 points d’eau/500 m. La moyenne communale est 0,334 points d’eau/500m.

Il faudrait multiplier réhabiliter tous les points d’eau en panne et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

Le réseau d’adduction avec un linéaire total de 59 Km, dessert 16 collines sur les 24 que compte la commune.

Il existe 63 bornes fontaines dont 15 (24%) ne sont pas fonctionnelles. Il y a 38 réservoirs.

Tableau 11.5 : Réseau d’adduction d’eau

Zone	Nombre de réseaux		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Gatwe	22	0	11	4	2	25
Kayokwe	19	7	15	5	2	15,9
Muyebe	4	3	6	3	2	4
Mwaro	3	7	6	4	0	15,1
Total Commune	48	15	38	16	8	59

Source : RCE/Mwaro/Mars 2006

11.7.2. Mode de gestion et d’entretien des infrastructures d’eau

La gestion des infrastructures d’eau en milieu urbain par la REGIDESO et en milieu rural est assurée par la Direction Générale de l’Hydraulique Rurale (DGHR) à travers les Régies communales de l’Eau (RCE). L’entretien courant des installations d’eau étant assuré par les Comités usagers des points d’eau et les fontainiers communaux.

11.8. LES INTERVENANTS

Outre l’Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé et d’approvisionnement en eau dans la commune Kayokwe. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD interviennent dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM intervient par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

La Coopération Technique Belge (CTB) intervient dans la réhabilitation des Centres de Santé de la commune et dans le renforcement des capacités (formation), du personnel soignant.

11.9. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois général et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'émergence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 51 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune.

CHAPITRE XII : EDUCATION

12.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

12.1.1. Enseignement primaire

La commune compte 16 écoles primaires publiques dont 5 sont sous convention, toutes de cycle complet avec 119 salles de classes.

Dans la zone Gatwe, il y a 3 écoles primaires publiques et 3 sur 6 collines de recensement disposent d'écoles primaires. Les 3 collines de cette zone qui n'en disposent pas sont Bwakira, Nyamugari et Nyagitongati.

Dans la zone de Kayokwe, on dénombre 5 écoles primaires dont 3 sous convention dans 3 collines de recensement sur 7. Les quatre (4) autres collines sans écoles Benja, Musama, Ruramba et Ruvumu.

Dans la zone Muyebe, 4 écoles primaires dont une (1) sous convention, sont réparties dans 3 collines de recensement sur 5. Les collines n'ayant pas d'écoles primaires sont : Bosoro, Kibenga-Migende et Kibenga-Murehe.

Dans la zone Mwaro, 4 écoles primaires réparties dans 3 collines sur les 4. La colline Maramvya ne dispose pas d'école primaire.

Dans la commune 13 collines sur les 24, disposent d'écoles primaires. Le taux de couverture spatiale de l'Enseignement Primaire est de 54%.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire compte 10668 élèves dont 5534 filles (52%) et 5134 garçons (48%). (cfr. Tableau 12.1)

La commune compte 280 Enseignants dont 192 femmes, soit 69%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 2.142. Il a presque doublé du fait de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 83 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Le rapport élèves/maîtres qui est de 38 dénote la pratique de la double vacation des maîtres et de locaux en vue de la scolarisation universelle. Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Toutes les écoles ne disposent pas de latrines. Aucune école n'est électrifiée dans la commune.

Carte n°4 : Infrastructures scolaires 2005-2006

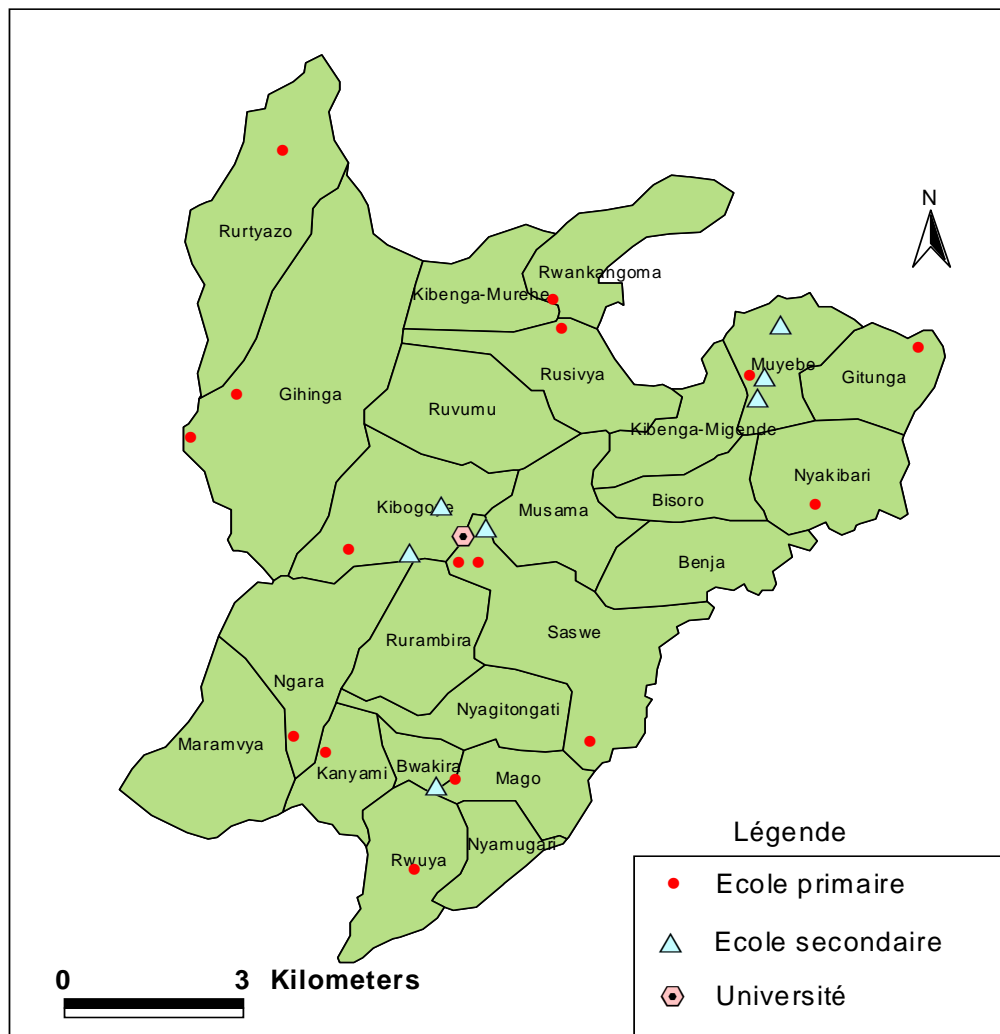


Tableau 12.1: Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves / Ens.
Gatwe	3	3	19	417	1049	1111	2160	557	48	113	45
Kayokwe	5	5	46	937	1.434	1523	2957	626	79	64	37
Muyebe	4	4	32	682	1462	1689	3151	480	67	98	47
Mwaro	4	4	32	538	1189	1211	2400	460	86	75	27
Total Commune	16	16	129	2.574	5134	5534	10668	2.142	280	83	38

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

12.1.2. Enseignement secondaire général

La commune compte 6 Collèges Communaux d'Enseignement Général Public et 2 Lycées d'Enseignement Général, répartis comme :

- zone Gatwe : 1 collège communal Gatwe ;
- zone Kayokwe : 1 collège communal kayokwe;
- zone Muyebe : Lycée Muyebe sous convention, Collège communal Muyebe et collège communal Kinyonzo ;
- zone Mwaro : Lycée Mwaro et 2 collèges communaux.

On dénombre 59 salles de classes avec 3579 élèves dont 1766 Filles (49%) et 175 Enseignants dont 44 femmes comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 61 élèves par classe, avec un ratio élèves/enseignant de 20 au cours de l'année scolaire 2005-2006.

Tableau 12.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Année scolaire :

2005-2006

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/ Ens
Gatwe	1	1	4	111	179	290	7	72	41
Kayokwe	1	1	8	253	288	541	24	68	23
Muyebe	3	2	15	512	706	1218	41	81	30
Mwaro	3	2	32	937	593	1530	103	48	15
Total Commune	8	6	59	1813	1766	3579	175	61	20

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Tableau 12.3: Situation du personnel enseignement dans la province par sexe

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
Gatwe	18	37	55	7	0	7
Kayokwe	31	45	76	16	8	24
Muyebe	20	45	65	28	13	41
Mwaro	19	65	84	80	23	103
Total Commune	88	192	280	131	44	175

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

12.1.3. Enseignement secondaire Technique et Professionnel

Il existe une école technique et professionnelle dans la commune. Il s'agit de l'ENEFA située à Kibumbu. Elle compte 7 salles de cours, 362 élèves dont 230 filles (64%) et 32 Enseignants dont 9 femmes.

12.1.4. Enseignement Supérieur

La commune Kayokwe abrite la seule Université de la province. L'université de Mwaro se trouve à Kibumbu.

12.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL

12.2.1. Les écoles Yaga Mukama

Il y a 2 écoles Yaga Mukama à Kibumbu et à Gitunga avec 5 salles de cours, 592 élèves dont 377 Filles (64%) et 9 Enseignants dont 2 femmes au cours de l'année scolaire 2005-2006.

La formation dispensée dans les écoles Yaga Mukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

12.2.2. Les centres d'alphabétisation

La commune compte 3 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006 avec 497 apprenants dont 340 femmes (68%) et 6 Enseignants alphabétiseurs. Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l’alphabétisation et de l’éducation des adultes sont :

- la pénurie d’animateurs alphabétiseurs ;
- l’absentéisme des auditeurs et le manque de suivi.

L’animation des centres d’alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

12.2.3. Les Ecoles de Métiers

Il n’existe qu’une (1) seule Ecole de Métier à Kibumbu, avec 3 salles de classes, 35élèves dont 22 filles (79%) et 7 Enseignants.

12.3 INTERVENANTS

Outre l’Etat, d’autres partenaires apportent divers appui au secteur dans la commune.

Il s’agit de :

- Banque Mondiale à travers l’ONG Twitezimbere dans la construction des bâtiments scolaires et le renforcement des capacités de Enseignants ;
- Union Européenne à travers le PREBU dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers ;
- UNICEF dans la production des manuels, appui en fournitures aux élèves et réhabilitation des bâtiments scolaires.
- Le PNUD/PCAC dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers.

12.4. PRINCIPALES CONTRAINTES

Les principales contraintes de l’éducation dans la commune sont l’insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d’Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

CHAPITRE XIII : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

13.1. ENCADREMENT DES JEUNES

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, la seule structure d'encadrement de la jeunesse est le Centre Jeunes (service public) de Kayokwe. Ce Centre encadre 85 jeunes dont 21 filles. Les jeunes des autres zones de la commune se débrouillent eux-mêmes tant bien que mal à se promouvoir.

13.2. SPORT

Dans la commune on pratique le football, basket-ball, volley-ball et l'athlétisme. Ces différents types de sports sont pratiqués sur des terrains des établissements scolaires dans la plupart des cas.

13.3. CULTURE

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc...

La commune détient ses mœurs et sa propre danse folklorique :

- « Amayaya » ;
- « Akazehe » poésie coutumière ;
- « ibicuba » poésie d'élevage des bovins ;
- « Amazima y'ubuhuzi » poésie valorisante ;
- Culte de « Kiranga ».

La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Kayokwe centre.

13.4. INTERVENANTS

Tableau 13.1 : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
CPLS	Toute la province	Banque Mondiale	Encadrement des centres jeunes	La jeunesse de Mwaro
Ministère de la Jeunesse et Sport	Toute la province	L'Etat	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro
Collectif des associations sportives de Mwaro	Toute la province	CPLS, et autres âmes de bonne foi	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro

Source : Cabinet du Gouverneur Mwaro/Mars 2006

13.5. CONTRAINTES

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

CHAPITRE XIV : JUSTICE

14.1. SERVICES JUDICIAIRES

Il existe un (1) Tribunal de Résidence et un parquet à Kayokwe. Les infrastructures de ce Tribunal sont des locaux empruntés qui sont actuellement en très mauvais état. L'équipement du Tribunal d'après le Président du Tribunal, est très insuffisant compte tenu du travail à faire.

Concernant la performance du Tribunal, le nombre de dossiers à traiter au cours de l'année 2005 était de 186 dont 62 dossiers restant l'année précédente et 124 dossiers enregistrés. Le nombre de dossiers jugés et clôturés est de 139 on peut dire que 75% des dossiers ont été jugés et clôturés.

14.2. JUSTICE GRACIEUSE

Dans la commune, la justice gracieuse est rendue par 945 notables et les élus collinaires dont 185 dans la zone Gatwe, 331 dans Kayokwe, 258 dans la zone Muyebe et 171 dans la zone Mwaro.

Elle est rendue d'une façon arbitrale et réconciliatrice. Les litiges qu'elle tranche sont tous confondus par ignorance des lois pénale et civile. La nature des sentences rendues est la réconciliation et l'arbitrage aboutissant à de conseils.

La relation de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours.

14.3. CONTRAINTES

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/Actions à mener
1. Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Gamme variée de spéculations agricoles - Main d'œuvre abondante et laborieuse - Une faible densité de population - Demande toujours croissante en produits agricoles - Retour de la paix - Existence de beaucoup d'associations à vocation agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exiguïté des terres - Manque de semences améliorées - Manque d'intrants agricoles - Encadrement soumis aux contraintes physiques, structurelles, financières - Manque d'intrants agricoles - Conjoncture internationale des prix défavorables - maladies 	<ul style="list-style-type: none"> - Varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses ; - Doter l'agronome communal d'un moyen de déplacement et d'autres matériels de travail ; - Encadrement agricole - Former et recycler l'agronome communal - Promouvoir l'octroi des crédits agricoles - Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions.
2. Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable - Existence des associations agropastorales 	<ul style="list-style-type: none"> - manque de pâturages - manque d'encadrement - manque d'infrastructures d'appui 	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer l'encadrement - Construire et réhabiliter les infrastructures d'élevage - Promouvoir les cultures fourragères - Vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires.

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
3. Forêt	Climat favorable	<ul style="list-style-type: none"> - Faibles capacités institutionnelles en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle - Manque de personnel et moyens matériels et financiers - Non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière. - La non disponibilité des semences pour les pépiniéristes - Absence de suivi régulier - Déboisement illicite - Feu de brousse. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts ; - Renforcer les capacités du personnel - Former les pépiniéristes communautaires ; - Disponibiliser les semences pour les pépiniéristes - Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse ; - Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement.
5. Habitat	Présence de matériaux locaux	<ul style="list-style-type: none"> - Paupérisation de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la reconstruction des maisons
6. Approvisionnement en eau	Beaucoup de ressources en eau non exploitées	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher de financement - Réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
6. Approvisionnement en eau			<ul style="list-style-type: none"> - Aménager de nouvelles infrastructures d'eau - Réhabiliter les infrastructures existantes - Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et la gestion des installations d'eau - Redynamiser les RCE.
7. Energie		Manque d'électrification des centres ruraux	<ul style="list-style-type: none"> - Electrifier les centres ruraux et le chef lieu de la commune
8. Coopératives et associations d'auto-développement.	<ul style="list-style-type: none"> - Terre fertile - Population très laborieuse - Certaines zones offrent des possibilités d'implantations des coopératives d'approvisionnement et commercialisation. 		<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser les coopératives et associations matérialisées par l'organisation - Constituer une banque de données sur les coopératives et associations d'auto-développement - Assurer une large sensibilisation à l'épargne et au crédit.
9. Industrie	Présence de produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'investissements 	-Installer des agro industries

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
10. Artisanat	-	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une politique nationale pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ; - Insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification ; - Insuffisance des ressources allouées au secteur - Difficultés d'écoulement des produits artisanaux - Accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public - Problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi - Manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés - Les centres ruraux ne sont pas électrifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement en matière de gestion d'animation et d'organisation. - Améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillées à travers tout le pays - Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales - Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux - Organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exploitation. - Echanger les expériences entre les artisans
11. Santé		<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'infrastructures sanitaires - Problème de qualité des soins dispersés - Insuffisance du personnel de santé et des produits de soins - Manque d'équipement sanitaire - Insuffisance des centres de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement sanitaire adéquat et moderne - Un personnel de santé qualifié et suffisant ; - Une politique sanitaire adaptée aux réalités locales - La promotion des soins préventifs de santé primaire - Doter la commune d'une école paramédicale - Construction des centres de santé de Gatwe, Kinyonzo et Nyakibari

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
12. Education	Perception positive de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures scolaires, équipements, matériels didactiques, enseignants et mauvais état de certains bâtiments scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des écoles primaires dans les 9 collines qui n'en disposent pas - Créer d'autres collèges communaux - Réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état - Recruter des enseignants - Equiper les établissements scolaires - Construire les latrines dans les écoles - Approvisionner les établissements scolaires en eau potable.
13. Jeunesse, sport et culture	Population très jeune	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de jeunesse, au regard des besoins. - Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié. - Manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations - Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes. - Former les jeunes à l'entrepreneuriat - Promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes. - Renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus par les activités sportives

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
14. Commerce et services		<ul style="list-style-type: none"> - marchés ruraux existants non construits ; - la route nationale RN 18 devrait être asphaltée le plus vite ; - le marché de Mwaro n'est ni électrifié ni approvisionné en eau potable ; - mauvais état des pistes rurales ; - manque des services de postes et télécommunications 	<ul style="list-style-type: none"> - réhabiliter les pistes rurales - Aménager les marchés - Renforcer les services de poste et télécommunications - Bitumer la RN18
15 Justice	Présence des tribunaux	<ul style="list-style-type: none"> - Lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre. - Complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres à la succession et à l'application du code des personnes et de la famille - Personnel non qualifié - Manque de formation spécialisée pour certains domaines - Conditions de travail très précaires - Manque de moyens de transport de communication - Délabrement et vétusté des locaux - Insuffisance de matériel d'usage, équipement.. 	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un budget conséquent au secteur - Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires - Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridiques - Réformer le cadre légal - Clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues - Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents - Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion - Réhabiliter les locaux du tribunal de résidence et de grande Instance.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Kayokwe est limitée au Nord par les communes Ndava et Nyabihanga, au Sud par Bisoro, à l'Est par Nyarusange de la province Gitega et à l'Ouest par Gisozi et Rusaka. Elle s'étend sur une superficie 118,68 km², ce qui représente 14,13% de la superficie de la province Mwaro et 0,43% de celle du pays.

Elle abrite le chef-lieu Mwaro de la province, également chef-lieu de la zone Mwaro. Le chef-lieu de la commune est Kayokwe situé à l'Est à 9 km du chef-lieu de la province.

Sa population est estimée à 43240 habitants en 2005, soit 17,46% de la population de la province Mwaro et 0,57% de celle du pays. Sa densité de 364 habitants /km² se compte parmi les plus élevées du pays.

La commune Kayokwe s'étend sur deux régions naturelles : Mugamba et Kirimiro. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » dans la partie des hauts plateaux. Il est rude dans le Mugamba et plus doux dans le Kirimiro. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1.200 à 2000mm avec une température moyenne annuelle de 14°C-20°C.

Sur le plan administratif, la commune comprend 4 zones, à savoir : Gatwe, Kayokwe, Muyebe et Mwaro. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 24 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune produit une gamme variée de vivriers, dont les productions ont évolué en dents de scie ces cinq dernières.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;
4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des condition de travail ;

5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture. La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la communes.

Les cultures tels que le thé et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005.
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAA/Mwaro: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Mwaro (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

ANNEXES

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE MWARO

Mwaro, le 17 août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, dix-septième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Mwaro, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Mwaro et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

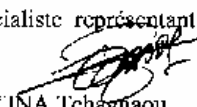
1. La monographie de la commune Bisoro
2. La monographie de la commune Gisozi
3. La monographie de la commune Kayokwe
4. La monographie de la commune Ndaya
5. La monographie de la commune Nyabihanga
6. La monographie de la commune Rusaka
7. La monographie de la province Mwaro

Fait à Mwaro, le 17 août 2006

L'Antenne provinciale
du Plan

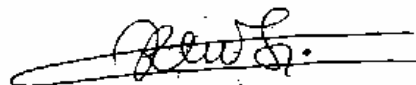

HABONAYO Ernest

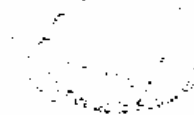
VNU Spécialiste représentant le SPPL


ESSOUMA Tchagnaou

Le Gouverneur de la Province

Madame NDAYISHIMIYE Rénilde





**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX DES SERVICES AYANT PARTICIPE
A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE
DE MWARO**

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NDAYISHIMIYE Rénilde	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	GAIJUNGU Christophe	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse, Sport et Culture	
3	NDARUZANIYE André	Conseiller Principal du Gouverneur	Habitat	
4	NIJEMBAZI Bernard	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport	
5	NDIHOKUBWAYO Eric	Directeur Hôpital Kibumbu	Santé	
6	NGENDAKUMANA Jérôme	Chef Antenne Urbanisme	Habitat	
7	HUREGE Godeberthe	Chef Pers. DPAA	Démographie	
8	BARANKANIRA Pancrace	Coordonnateur Provincial des Métiers	Industrie et Artisanat	
9	NDIKURIYO Sylvie	Responsable CDF	Action Sociale	
10	BIZIMUNGU Epitace	Chef Service Prod. Végétale DPAA	Agriculture	
11	NIRAGIRA Déo	Magistrat TGI	Justice	
12	NTEMAKO Gilbert	DPAA	Elevage	
13	NTAHIMPERA Révérien	Coordonnateur Provincial des Régies Communales de l'eau	Eau	
14	NTIKANDAGUZWA Cyriaque	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
15	NTIRUMERA Eméry	ABP	Communication	
16	NDAYIZEYE Ernest	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
17	BIGIRIMANA Liboire	DPE	Education	
18	NDONSE Sylvestre	Inspecteur Provincial des Forêts	Forêts	
19	MUHIZI Godefroid	Responsable Provincial Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
20	HABONAYO Ernest	APP	Description Physique	